

PELTIER Charles-Etienne
12 allée des Tilliers
93100 Montreuil

Ministère de la culture
Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001 Paris cedex 01

Madame, Monsieur,

Suite à la réception de mon attestation d'éligibilité à l'accès à l'emploi titulaire Sauvadet dans la catégorie B, en date du 14 Septembre 2017,
je vous adresse un recours gracieux au sujet de la catégorie de mon éligibilité car le niveau des missions qui me sont attribuées est de catégorie A.

En effet, j'exerce les missions d'Administrateur systèmes et réseaux d'information et de communication (Code : SIC08 ou FPESIC08) depuis 2014 (cf. la fiche de poste ci-jointe)
De plus, au sein de l'ENSA Paris La Villette, la complexité des infrastructures techniques est en constante évolution ainsi que les responsabilités attenantes.
Les besoins sont variés grâce à la diversité des services; Administration, enseignements et recherche.

En espérant que ma demande sera étudiée favorablement, je reste à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Je vous prie d'agréer Madame Monsieur, mes sincères salutations.

Ps :

Vous trouverez ci-joint,

- Avenant de mon contrat
- Fiche de poste 2016
- Fiche de poste 2014



217377055440000160210

Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Formulaire à compléter, à signer et à renvoyer accompagné des pièces jointes demandées au
Ministère de la culture - Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001 Paris cedex 01

GOVERNEMENT

15 MAR 2017

CRUS 013

Courrier à adresser en recommandé avec accusé de réception

Je soussigné(e),

Nom : PELTIER Prénom : Charles-Etienne

Service : Informatique

Adresse professionnelle : 144 Avenue de Flandre 75019 Paris

Téléphone professionnel : 01 44 65 23 81

Courriel : Charly.peltier @ paris-lavillette.archi.fr

conteste l'attestation du 12/08/17 joindre une copie de l'attestation notifiée par le bureau des ressources humaines par lequel vous m'informez (deux possibilités au choix ; rayez la situation que ne vous concerne pas) :

~~1- de mon **inéligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique~~

OU

2- de mon **éligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

Dans le cas n°1 (inéligibilité), je conteste mon inéligibilité au dispositif.

Il ressort à la décision susmentionnée que je ne remplis pas, au vu des informations transmises par mon employeur, les conditions relatives au fondement de recrutement et/ou à l'ancienneté exigée et/ou à la quotité de temps de travail exigées par les articles de la loi du 12 mars 2012.

Je souhaite que vous procédiez au réexamen de ces conditions au vu des documents joints (contrat(s) et/ou avenant au contrat de travail, et/ou tout document de votre employeur attestant des services effectués), qui attestent de mon éligibilité au dispositif.

Dans le cas n°2 (éligibilité), je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie (indiquez une seule catégorie) :

A B C

Or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments joints (contrats, fiches de postes ou tout document permettant d'apprécier le niveau des fonctions exercées), je justifie de l'exercice de missions de niveau de la catégorie (indiquez une seule catégorie) :

A B C

A noter : si votre contrat ne mentionne pas votre niveau de mission par référence à une catégorie A, B ou C, et dans le cas où vous ne seriez pas couvert par un cadre de gestion prévoyant le classement des emplois dans des groupes assimilés à des catégories hiérarchiques, le SRH rendra sa décision sur votre niveau de mission après consultation d'un groupe d'expert. Il vous est demandé, si vous vous trouvez dans cette situation, d'indiquer ci-après le corps de fonctionnaire correspondant au niveau de mission que vous souhaitez vous être reconnu.

Paris le 12/11/17

[Signature]

J'indique ci-après le corps de fonctionnaire correspondant aux missions que j'exerce et au niveau de mission que je souhaite m'être reconnu :

Dans les 2 cas :

Je vous demande de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

L'absence de réponse de votre part dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre fait naître une décision implicite de rejet.

L'attestation d'éligibilité peut être contestée par voie contentieuse auprès du tribunal administratif de Paris, dans un délai de deux mois.

Fait à Paris....., le

Signature de l'agent



Pièces jointes à ce recours :

1) courrier en date du 7 21 08 17 m'informant de ma situation individuelle

2).....

3).....

* Copie à l'établissement ou au service employeur



**ATTESTATION D'ÉLIGIBILITÉ A L'ACCES A
L'EMPLOI TITULAIRE
SAUVADET II**

Je soussigné(e), Madame ~~ou Monsieur~~ Cameline LECOURTOIS
(rayer la mention inutile et préciser les nom et prénom(s))

Fonction : Directrice adjointe

Nom de l'établissement ou du service : ENSA Paris La Villette

Adresse complète de l'établissement ou du service : 144, avenue de Flandre
75019 Paris

atteste que Monsieur ~~ou Madame~~ Raphaël Etienne PELTIER
(rayer la mention inutile, préciser les nom et prénom du candidat)

employé(e) au sein de cet établissement/service remplit¹ les conditions d'éligibilité pour se présenter à un recrutement réservé organisé dans l'un des corps ouverts dans la catégorie

☐ A ☒ B ☐ C

A titre indicatif, les fonctions exercées sont susceptibles de relever du corps des

Cette attestation vaut **admission à concourir**. Elle ne vaut pas inscription. Il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement**.

*Si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011 (Sauvadet 1) ou depuis le 31 mars 2013 (Sauvadet 2), ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de 4 ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours gracieux est à déposer, dans les deux mois maximum suivant la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75001 Paris cedex 01).

¹ Cf Annexe 1.1 : tableau synthétique-conditions d'éligibilités au dispositif Sauvadet II.

DATE ET LIEU : 12/09/17 à Paris

SIGNATURE : (cheffe de service des ressources humaines du secrétariat général)

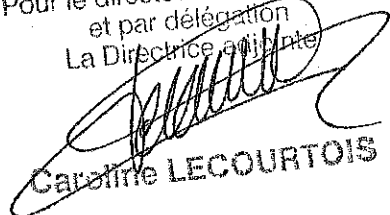
La cheffe de service des ressources humaines :



Claire CHÉRIE

CACHET de l'établissement ou du service :

Pour le directeur de l'ENSAPLV
et par délégation
La Directrice adjointe



Caroline LECOURTOIS



UP6

ÉCOLE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS
LA VILLETTE

144
Avenue
de Flandre
75019 Paris
Tél. : 01.44.65.23.00
www.paris-lavillette.archi.fr

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire.

vu la loi 84-16 du 11 Janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

vu le décret n° 86-83 du 17 Janvier 1986, modifié, applicables aux agents non titulaires de l'Etat,

vu le décret n° 2003-1170 du 09 décembre 2003, portant majoration de la rémunération des personnels de l'Etat,

entre les soussignés :

Jean-Pierre LE DANTEC, Directeur de l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette UP6, d'une part,

et

Charles PELTIER, né le 18 mars 1983 à PARIS

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Définition du contrat : le salarié est recruté pour assurer la **maintenance du Service Informatique** de l'établissement.

Article 2 - Durée du contrat : Le présent contrat est conclu pour une durée de 10 mois à compter du 1^{er} janvier 2005 jusqu'au 31 octobre 2005.

Le salarié est recruté à raison de :

- 152 heures par mois pour la période du : 1^{er} janvier 2005 au 28 février 2005

- 76 heures par mois pour la période du : 1^{er} mars 2005 au 31 octobre 2005

Article 3 - La rémunération est fixée au taux horaire brut de *Travaux de Programmation*. La rémunération fixée est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles, dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Télécopie :
01.44.65.23.01

Établissement public
à caractère
administratif
créé par décret
n° 81-329
du 6 avril 1981

E-mail:
directeur@paris-lavillette.archi.fr

Article 4 : Droit à congé : conformément à l'article 10 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé, la salariée a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires, soit six fois les obligations hebdomadaires de service au prorata de la durée du service effectuée.

Un congé non pris pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale à 1/10^{ème} de la rémunération perçue par la salariée au cours de sa période d'emploi, entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre de l'année en cours. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 5 : Protection sociale : En matière de congé maladie, de droits à retraite, d'accident du travail, il sera fait application des dispositions prévues par l'article 2 du Décret du 17 Janvier 1986.

Article 6 : Le salarié bénéficiera du régime de retraite complémentaire « IRCANTEC »

Article 7 : Droits et obligations : les droits du salarié sont définis par l'article 11 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé. Le salarié est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la Loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires).

Fait à Paris, le

Le Salarié

Lu et approuvé



faire précéder la signature de
la mention «Lu et approuvé»

Fait à Paris, le 10-12-2004

Pour le Directeur
et par délégation,
la Secrétaire Générale

Florence TOUCHANT

Florence TOUCHANT

Fait à Paris, le

Le Contrôleur Financier



Etabli en quatre exemplaires : Contrôle financier, Cour des comptes, salariée, Ecole employeur



UP6

ÉCOLE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS
LA VILLETTE

144
Avenue
de Flandre
75019 Paris
Tél. : 01.44.65.23.00
www.paris-lavillette.archi.fr

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

vu la loi 84-16 du 11 Janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

vu le décret n° 86-83 du 17 Janvier 1986, modifié, applicables aux agents non titulaires de l'Etat,

vu le décret n° 2005-1301 du 21 octobre 2005, portant majoration de la rémunération des personnels de l'Etat,

entre les soussignés :

Jean-Pierre LE DANTEC, Directeur de l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette UP6, d'une part,

et

Charles PELTIER, né le 18 mars 1983 à PARIS

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Définition du contrat : le salarié est recruté pour assurer la maintenance du Service Informatique et optimisation des moyens réseaux de l'établissement.

Article 2 - Durée du contrat : Le présent contrat est conclu pour une durée de trois mois à compter du 1^{er} janvier 2006 jusqu'au 31 mars 2006
Le salarié est recruté à raison de 152 heures par mois .

Article 3 - La rémunération est fixée au taux horaire brut de *Travaux de Programmation*. La rémunération fixée est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles, dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Article 4 : Droit à congé : conformément à l'article 10 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé, le salarié a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires, soit cinq

Télécopie :
01.44.65.23.01

Établissement public
à caractère
administratif
créé par décret
n° 81-329
du 6 avril 1981

E-mail:
directeur@paris-lavillette.archi.fr

fois les obligations hebdomadaires de service au prorata de la durée du service effectuée.

Un congé non pris pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale à 1/10^{ème} de la rémunération perçue par la salariée au cours de sa période d'emploi, entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre de l'année en cours. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 5 : Protection sociale : En matière de congé maladie, de droits à retraite, d'accident du travail, il sera fait application des dispositions prévues par l'article 2 du Décret du 17 Janvier 1986.

Article 6 : Le salarié bénéficiera du régime de retraite complémentaire « IRCANTEC »

Article 7 : Droits et obligations : les droits du salarié sont définis par l'article 11 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé. Le salarié est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la Loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires).

Fait à Paris, le

Le Salarié

Lu et approuvé


faire précéder la signature de
la mention «Lu et approuvé»

Fait à Paris, le 14-12-2005

Pour le Directeur
et par délégation,
la Directrice-Adjointe


Florence TOUCHANT

Fait à Paris, le

Le Contrôleur Financier

11 DEC 2005


Etabli en quatre exemplaires : Contrôle financier, Cour des comptes, salariée, ~~École employeur~~

ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS LA VILLETTE

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié, relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

D'une part, Bertrand LEMOINE, Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette,

Et d'autre part : Monsieur Charles PELTIER
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1.- Définition du contrat

Le présent contrat est conclu en application de l'article 4, 1^{er} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.
Le contractant est recruté pour assurer la maintenance informatique de l'établissement.

Article 2.- Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de 12 mois : du 1^{er} juin 2009 au 31 mai 2010.

La durée de la période d'essai est fixée à 1 mois. Pendant cette période les parties ne sont tenues à aucun préavis en cas de rupture du contrat.

Le contractant est recruté à raison de 152 heures par mois.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE
PARIS LA VILLETTE
Établissement public à caractère administratif du Ministère de la Culture et de la Communication
144, avenue de Flandre, 75019 Paris, France
Tél. : + 33 (0)1 44 65 23 00 - Fax : + 33 (0)1 44 65 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr



Article 3.- Rémunération

La rémunération du contractant est fixée au taux horaire brut de 9,37 € euros au 1^{er} octobre 2008. Ladite rémunération sera revalorisée en fonction des augmentations de traitements de la fonction publique accordées aux fonctionnaires.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lorsqu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, IRCANTEC.

Article 4.- Droits et obligations

Les droits du contractant sont définis par l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires).

Article 5.- Les difficultés ou contestation, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises à Monsieur le Directeur de l'ENSA de Paris la Villette, puis, s'il y a lieu, soumises au tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le 02/06/2009

Le contractant :

Shaly
lu et approuvé

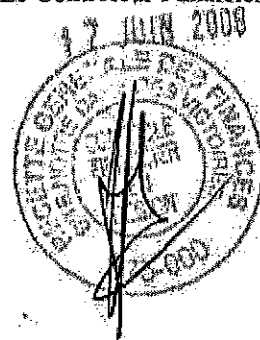
faire précéder la signature de
la mention «lu et approuvé»

Pour le Directeur et par délégation
La Directrice adjointe

AA

Sandrine SARTORI

Le Contrôleur Financier



ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS LA VILLETTE

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié, relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

D'une part, Sandrine SARTORI, Directrice adjointe de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette,

Et d'autre part : Monsieur Charles PELTIER
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1.- Définition du contrat

Le présent contrat est conclu en application de l'article 4, 1^{er} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.
Le contractant est recruté pour assurer la maintenance informatique de l'établissement.

Article 2.- Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de 12 mois : du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2011.

Le contractant est recruté à raison de 152 heures par mois.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE
PARIS LA VILLETTE
Établissement public à caractère administratif du Ministère de la Culture et de la Communication
144, avenue de Flandre, 75019 Paris, France
Tél. : + 33 (0)1 44 65 23 00 - Fax : + 33 (0)1 44 65 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr



Article 3.- Rémunération

La rémunération du contractant est fixée au taux horaire brut de 9,44 € euros au 1^{er} octobre 2009. Ladite rémunération sera revalorisée en fonction des augmentations de traitements de la fonction publique accordées aux fonctionnaires.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lorsqu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, IRCANTEC.

Article 4.- Droits et obligations


Les droits du contractant sont définis par l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires).

Article 5.- Les difficultés ou contestation, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises à Monsieur le Directeur de l'ENSA de Paris la Villette, puis, s'il y a lieu, soumises au tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le 2 avril 2010

Le contractant :

Le contractant


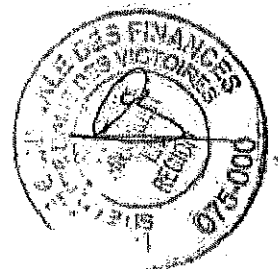
faire précéder la signature de
la mention «lu et approuvé»

La Directrice adjointe



Sandrine SARTORI

Le Contrôleur Financier



ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS LA VILLETTE

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

vu la loi 84-16 du 11 Janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
vu le décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales,
vu le décret n° 86-83 du 17 Janvier 1986, modifié par le décret n°2007-338 du 12 mars 2007, applicable aux agents non titulaires de l'Etat,

entre les soussignés :

d'une part, le Directeur de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris La Villette, d'une part,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Définition du contrat : le contractant est recruté au sein du service Informatique pour assurer l'installation et la maintenance des équipements informatiques

Article 2 - Durée du contrat : Le présent contrat est conclu, en application de la loi du 11 janvier 1984 modifiée (article 4), pour la période du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012.
le contractant est recruté à raison de 152 heures par mois.

Article 3 - La rémunération : Elle est fixée par référence à l'indice brut 380 (INM 350)
La rémunération fixée est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles, dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.
Le contractant bénéficiera du régime de retraite complémentaire « IRCANTEC »

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE
PARIS LA VILLETTE
Établissement public à caractère administratif du Ministère de la Culture et de la Communication
144, avenue de Flandre, 75019 Paris, France
Tél. : +33 (0)1 44 65 23 00 - Fax : +33 (0)1 44 65 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr



C62

Article 4 : Droits et obligations : les droits du contractant sont définis par l'article 11 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé. Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la Loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires).

Article 5.- Les difficultés ou contestation, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises à Monsieur le Directeur de l'ENSA de Paris la Villette, puis, s'il y a lieu, soumises au tribunal administratif de Paris.

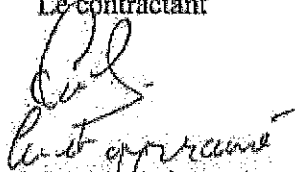
Fait à Paris, le :

Fait à Paris, le : 10/06/2011

Fait à Paris, le :

Le contractant

Le Contrôleur Financier


faire précéder la signature de
la mention «Lu et approuvé»


Le Directeur de l'ENSAPLV


Guy AMSELLEM

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISA N° 10

18 MAI 2011

Chantal BONNEFOY



Etabli en quatre exemplaires : Contrôle financier, Cour des comptes, le contractant, Ecole employeur

ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS LA VILLETTE

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

vu la loi 84-16 du 11 Janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique,
vu le décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales,
vu le décret n° 86-83 du 17 Janvier 1986, modifié par le décret n°2007-338 du 12 mars 2007,
applicable aux agents non titulaires de l'Etat,

entre les soussignés :

d'une part, le Directeur de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris La Villette, d'une part,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Définition du contrat : le contractant est recruté au sein du service Informatique pour assurer l'installation et la maintenance des équipements informatiques

Article 2 - Durée du contrat : Le présent contrat est conclu, en application de la loi du 11 janvier 1984 modifiée (article 4), pour la période du **1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013**.
le contractant est recruté à raison de 152 heures par mois.

Article 3 - La rémunération : Elle est fixée par référence à l'indice brut **380 (INM 350)**
La rémunération fixée est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles, dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.
Le contractant bénéficiera du régime de retraite complémentaire « IRCANTEC »

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE
PARIS LA VILLETTE

Établissement public à caractère administratif du Ministère de la Culture et de la Communication
144, avenue de Flandre, 75019 Paris, France
Tél. : + 33 (0)1 44 65 23 00 - Fax : + 33 (0)1 44 65 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr



Article 4 : Droits et obligations : les droits du contractant sont définis par l'article 11 du Décret du 17 Janvier 1986 susvisé. Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la Loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires).

Article 5.- Les difficultés ou contestation, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises à Monsieur le Directeur de l'ENSA de Paris la Villette, puis, s'il y a lieu, soumises au tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le :

Fait à Paris, le : 09/05/2012

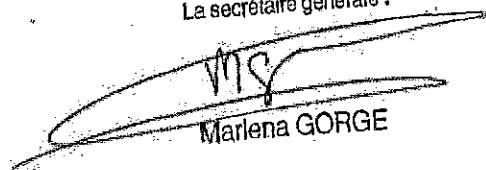
Fait à Paris, le :

Le contractant



faire précéder la signature de
la mention «Lu et approuvé»

Pour le Directeur de l'ENSAPLV et par délégation
La secrétaire générale :



Marlena GORGE

Le Contrôleur Financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Île-de-France
VISAN° 12

14 MAI 2012

Chantal BONNEFOY



ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS LA VILLETTE

AVENANT N° 1

Au contrat de travail souscrit le 14/05/12
Entre les soussignés

D'une part, Florence TOUCHANT, Directrice par interim de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
de Paris la Villette,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

L'article 2 et 3 du contrat susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 1 – Durée du contrat:

Le contrat est prolongé d'un an, soit du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014 ;

Article 2 – La rémunération:

Elle est fixée par référence à l'indice brut 398 (IM 362) ;

Le reste est sans changement.

Paris, le

Fait à Paris, le 8 avril 2013

Le contractant

[Signature]

faire précéder la signature
de la mention « lu et approuvé »

Pour la directrice par interim de l'ENSAF-LV
et par délégation
La secrétaire générale,

[Signature]
Marlena CORGE

Le Contrôleur Financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Île-de-France
VISA N° 2

15 AVR. 2013

Chantal BONNEFOY

[Signature]

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE
PARIS LA VILLETTE

Établissement public à caractère administratif du Ministère de la Culture et de la Communication

144, avenue de Flandre, 75019 Paris, France

Tél. : + 33 (0)1 44 65 23 00 - Fax : + 33 (0)1 44 65 23 01

www.paris-lavillette.archi.fr



AVENANT N° 2

Au contrat de travail prenant effet le 01 juin 2012.

Entre les soussignés :

D'une part, Bruno MENGOLI directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au ; 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

L'article 1, 2 et 3 du contrat susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 1 – Définition du contrat :

Le contractant est recruté au sein du service Informatique comme technicien de maintenance informatique.

Article 2 – La rémunération :

Elle est fixée par référence à l'indice brut 418 (IM 371) à compter du 01 février 2014 ;

Article 3 – Durée du contrat:

Le contrat est prolongé d'un an, soit du 1^{er} juin 2014 au 31 mai 2015.

Le reste est sans changement.

Paris, le

Fait à Paris, le 5 juin 2014

Le contractant

Le Contrôleur Financier

Lu et approuvé
17.06.14
faire précéder la signature
« Lu et approuvé »
à caractère administratif
du Ministère chargé de la Culture
et de la Communication

Pour le directeur de l'ENSA et par délégation
Le secrétaire général

Paul ASTOLIC

Le Contrôleur Financier
Le 5 juin 2014

- 6 JUIN 2014

[Signature]

AVENANT N° 3

Au contrat de travail prenant effet le 01 juin 2012.

Entre les soussignés :

D'une part, Bruno MENGOLI directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

L'article 3 du contrat susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 1 — Durée du contrat:

Le présent contrat prend effet à compter du **01 juin 2015** pour une **durée indéterminée**.

Le reste est sans changement.

Paris, le 22.05.2015

Fait à Paris, le 11 mai 2015

Le contractant

Lu et approuvé
Chy

faire précéder la signature
de la mention « lu et approuvé »

Pour le directeur de l'ENSAPLV
et par délégation
La Directrice Adjointe

Caroline LECOURTOIS
Caroline LECOURTOIS

Le Contrôleur Financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISAN° 17

15 MAI 2015

Chantal BONNE
Chantal BONNE

AVENANT N° 4

Au contrat de travail prenant effet le 01 juin 2012.

Entre les soussignés :

D'une part, Bruno MENGOLI directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette,

Et d'autre part : **Monsieur Charles PELTIER**
né(e) le 18/03/1983 à PARIS (14ème)
Demeurant au : 12 allée des Tilliers 93100 Montreuil

article unique : - Rémunération : Elle est fixée par référence à l'indice brut 438 (IM 386) - 8 ème échelon du corps des secrétaires administratifs (classe normale) de la Fonction Publique à compter du **01 juin 2015**.

Cette rémunération est exclusive de toute prime ou indemnité, à l'exception de l'indemnité de résidence et des indemnités à caractère familial.

Le reste est sans changement.

Fait à 4 exemplaires, à Paris, le 26 novembre 2015

Le directeur
Pour le directeur de l'ENSAPLV
et par délégation
La Direction Générale

CAROLINE LECOURTOIS
établissement public
à caractère administratif
du Ministère chargé de l'Enseignement
supérieur et de la Communication

école nationale supérieure
d'architecture de paris-la villette
144, avenue de France - 75019 Paris
tél : +33 (0)1 44 85 23 00
fax : +33 (0)1 44 85 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr

Le contrôleur budgétaire
Visé le ;
Sous le n°

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISA N°

- 3 DEC. 2015

CHRISTOPHE KNEFOY

Le
contractant
(1)

[Signature]

Au contrat prenant effet le 1^{er} juin 2015

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires :

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat :

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié, relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'état et des personnels des collectivités territoriales :

Vu le décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état :

Entre les soussignés,

Le directeur de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette
et

Monsieur Charles PELTIER, né le 18 mars 1983 à PARIS (14ème)
Demeurant : 12, allée des Tilleuls - 93100 MONTREUIL

Les articles 1 et 2 du contrat susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 - DEFINITION DU CONTRAT

Le contractant est recruté au sein de l'informatique en qualité d'administrateur en systèmes et réseaux d'information et communication à compter du 1^{er} février 2017.

ARTICLE 2 - REMUNERATION

La rémunération du contractant est fixée par référence à l'indice majoré 453 (IB 529) à compter du 01 février 2017.

Le reste est sans changement.

Fait à Paris, le 26 janvier 2017

Le contractant (1)

Lu et approuvé
duj

Le directeur

Le directeur de l'Ecole Nationale
Supérieure d'Architecture de Paris la Villette

(1) faire précéder la signature
de la mention « lu et approuvé »

Bruno MENGOLI

Le contrôleur financier

CONTRÔLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISA N° *AA*

- 3 MAI 2017

Chantal B. MEYER

établissement public
à caractère administratif
du Ministère chargé de la Culture
et de la Communication

école nationale supérieure
d'architecture de paris-la villette
144, avenue de Flandre - 75019 Paris
tél : +33 (0)1 44 65 23 00
fax : +33 (0)1 44 65 23 01
www.paris-lavillette.archi.fr

Fiche de poste Charly PELTIER

Charly PELTIER effectue des activités qui sont relatives aux définitions SIC08, SIC09 et SIC10 de la nomenclature de postes du MCC :

- SIC08 - *Administrateur en Systèmes et réseaux d'information et de communication*
- SIC09 - *Technicien d'exploitation*
- SIC10 - *Technicien des équipements locaux*

Les tableaux ci-après reprennent la description complète de ces postes. Il y est précisé les activités effectuées par Charly PELTIER ainsi que, par poste MCC, les compétences effectivement attendues compte-tenu de ce panachage de postes.

Remarque :

Le contrat école actuel de Charly PELTIER ne mentionne que des activités d'exécution relatives aux postes SIC09 et SIC10. Cependant, depuis le départ en retraite de l'ingénieur réseau de l'équipe informatique, par le biais de transfert de compétences, de formation et d'autoformation, il s'investit avec succès dans le domaine « systèmes et réseaux ».


Autant que possible, cela devrait être répercuté sur son contrat.



21731705544000160710

Poste : Administrateur en Systèmes et réseaux d'information et de communication (code SIC08)	
Il définit les procédures de gestion et administre les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.	
Activités	
Mettre en œuvre, gérer l'administration des systèmes et effectuer la maintenance des composants logiciels d'infrastructure (systèmes et outils, serveurs d'application, frontaux de communication, outils et architectures de sécurité, logiciels de gestion de bases de données, fréquences radioélectriques)	OUI
Gérer les incidents	OUI
Optimiser l'usage des composants	OUI
Fournir une assistance technique aux exploitants	NON
Être chargé de la documentation des processus de mise en œuvre, de mise à jour et d'exploitation des composants	OUI
Élaborer des enquêtes techniques	NON
Compétences	
Connaissances	
Architecture des équipements locaux	OUI
Normes de sécurité informatique	NON
Techniques d'installation et de maintenance des équipements locaux	OUI
Savoir-faire	
Communiquer	NON
Faire preuve de rigueur et de méthode	OUI
Travailler en équipe	OUI
Diagnostiquer et traiter les dysfonctionnements	OUI
Compétences comportementales	
Sens de l'analyse	OUI
Être rigoureux	OUI
Sens des relations humaines	NON
Avoir l'esprit d'équipe	OUI
Être à l'écoute	NON
Sens de l'organisation	NON
Réactivité	OUI



Poste : Technicien d'exploitation (code SIC09)	
Il assure la surveillance des ressources informatiques et de télécommunication, la gestion courante de l'exploitation et prend en charge les dysfonctionnements.	
<u>Activités</u>	
Exécuter les travaux d'exploitation et restituer les résultats de la production	OUI
Être chargé du suivi de l'exploitation des systèmes, des outils de production et des applications	OUI
Gérer les incidents d'exploitation (alertes, interventions de premier niveau)	OUI
Gérer les consommables liés à l'exploitation	NON
<u>Compétences</u>	
<u>Conditions particulières d'exercice</u>	
Possibilité d'astreintes ou d'horaires décalés adaptés aux nécessités du service	
<u>Connaissances</u>	
Matériels	OUI
Applications en place et techniques de surveillance	OUI
Procédures, normes et standards d'exploitation	OUI
Techniques de surveillance de l'exploitation des systèmes et des réseaux	OUI
Normes de sécurité	NON
Anglais	NON
<u>Savoir-faire</u>	
Respecter les délais et procédures	OUI
Anticiper	OUI
Réaliser des interventions de premier niveau	OUI
<u>Compétences comportementales</u>	
Sens de l'analyse	OUI
Être rigoureux	OUI
Réactivité	OUI



217317055440000160910

Poste : Technicien des équipements locaux (code SIC10)	
Il assure l'installation et garantit le fonctionnement des équipements locaux (poste de travail, réseaux télécommunications) dans le cadre du déploiement des solutions.	
Activités	
Être chargé de l'installation initiale et mettre à jour ou à niveau des équipements (matériels, composants logiciels d'infrastructure, applications) soit par déplacement sur site, soit en télémaintenance	OUI
Être chargé du contrôle et de l'audit de configuration des postes, des serveurs locaux de ressources et des réseaux locaux	OUI
Assister et conseiller les utilisateurs en matière de sécurité périphérique (sauvegardes, mots de passe, lutte antivirale)	OUI
Assurer un monitoring technique en accompagnement des mises en œuvre	OUI
Gérer le parc	OUI
Gérer la sécurité périphérique	OUI
Gérer les incidents	OUI
Compétences	
Conditions particulières d'exercice	
Responsabilité en termes de garantie d'exploitabilité, d'intégrité et de sécurité des systèmes	OUI
Possibilité d'astreintes ou d'horaires décalés adaptés aux nécessités du service	NON
Connaissances	
Méthodes, processus et standards utilisés par l'entité	OUI
Architecture fonctionnelle et technique du système d'information de l'entité	OUI
Performance et métrologie	NON
Droit des technologies de l'information et de communication	NON
Techniques de la spécialité	OUI
Savoir-faire	
Anticiper les évolutions fonctionnelles et techniques	OUI
Mettre en œuvre la charte d'utilisation et de sécurité du SI	OUI
Évaluer et maîtriser des risques SIC	OUI
Compétences comportementales	
Sens de l'analyse	OUI
Sens de l'initiative	OUI
Capacité d'adaptation	OUI
Sens de l'organisation	OUI
Sens des responsabilités	OUI
Réactivité	OUI



FICHE DE POSTE

Intitulé du poste : Administrateur en systèmes et réseaux d'information et de communication

Catégorie statutaire :

Corps :

Code corps (cf. Annexe) :

Spécialité : SIC08

Groupe RIFSEEP* :

Domaine(s) Fonctionnel(s) : (Cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)

Emploi(s) Type : (cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)

Adresse administrative et géographique de l'affectation :

ENSAPLV

144 avenue de Flandre 75019 paris

Missions et activités principales :

Sous l'autorité du chef de service informatique il définit les procédures de gestion et administre les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.

A ce titre l'agent est amené à :

- *Mettre en œuvre, gérer l'administration des systèmes et effectuer la maintenance des composants logiciels d'infrastructure (systèmes et outils, serveurs d'application et applicatifs, frontaux de communication, outils et architectures de sécurité, logiciels de gestion de bases de données)*
- *Gérer les incidents*
- *Optimiser l'usage des composants*
- *Fournir une assistance technique aux exploitants*
- *Être chargé de la documentation des processus de mise en œuvre de mise à jour et d'exploitation des composants*
- *Élaborer des enquêtes techniques*
- *Conduire des projets techniques*

Par ailleurs, en sa qualité de membre de l'équipe Informatique, l'agent est susceptible, en cas de nécessité, d'intervenir sur l'ensemble des domaines du périmètre SI (support aux utilisateurs, conduite du changement, déploiement de postes et de logiciels...)

Compétences principales mises en œuvre :**Compétences techniques :**

- Connaissance des matériels (et en particulier : serveurs, stockage, équipements réseaux, firewall, poste de travail)
- Réseaux (architecture, exploitation et configuration, analyse, sécurité)
- Systèmes (déploiement, exploitation, automatisation, analyse et sécurité)

Connaissances

- Applications en production et techniques de surveillance et de métrique
- Procédures, normes et standards d'exploitation
- Techniques de surveillance de l'exploitation des systèmes et des réseaux
- Normes de sécurité
- Anglais

Savoir-faire

- Respecter les délais et procédures
- Anticiper
- Réaliser des interventions de premier niveau

Savoir-être (compétences comportementales)

- Sens de l'analyse
- Sens de l'initiative
- Capacité d'adaptation
- Sens de l'organisation
- Sens des responsabilités
- Réactivité

Environnement professionnel :

La service adresse ses compétences à une population de 2800 utilisateurs.

Sa dotation en ressources humaines est la suivante : un chef de service, un agent en charge des infrastructures systèmes et réseaux, un agent à temps partiel en charge de l'assistance aux utilisateurs ainsi que de la gestion de parc, un agent en charge du webmastering.

Liaisons hiérarchiques :

Le directeur de l'établissement
Le responsable du service informatique

Liaisons fonctionnelles :

Le responsable du service informatique

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste : Administrateur en systèmes et réseaux d'information et de communication

Catégorie statutaire :

Corps :

Code corps (cf. Annexe) :

Spécialité : SIC

Groupe RIFSEEP* :

*** GROUPE RIFSEEP :**

- Pour les corps administratifs : faire une proposition chiffrée de classement dans un groupe en référence à la note d'information du SG du MCC du 27/01/2016 relative au RIFSEEP + remplir la page 1 du formulaire.
- Pour les autres corps, remplir la page 1 du formulaire pour toute demande de publication de poste.

Domaine(s) Fonctionnel(s) : (Cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)

Emploi(s) Type : (cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)

Adresse administrative et géographique de l'affectation :

Missions et activités principales :

Sous l'autorité du chef de service informatique il définit les procédures de gestion et administre les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.

A ce titre l'agent est amené à :

- Mettre en œuvre, gérer l'administration des systèmes et effectuer la maintenance des composants logiciels d'infrastructure (systèmes et outils, serveurs d'application et applicatifs, frontaux de communication, outils et architectures de sécurité, logiciels de gestion de bases de données)
- Gérer les incidents
- Optimiser l'usage des composants
- Fournir une assistance technique aux exploitants
- Être chargé de la documentation des processus de mise en œuvre de mise à jour et d'exploitation des composants
- Élaborer des enquêtes techniques
- Conduire des projets techniques

Par ailleurs, en sa qualité de membre de l'équipe informatique, l'agent est susceptible, en cas de nécessité, d'intervenir sur l'ensemble des domaines du périmètre SI (support aux utilisateurs, conduite du changement, déploiement de postes et de logiciels...)



Compétences principales mises en œuvre :**Compétences techniques :**

- Connaissance des matériels (et en particulier : serveurs, stockage, équipements réseaux, firewall, poste de travail)
- Réseaux (architecture, exploitation et configuration, analyse, sécurité)
- Systèmes (déploiement, exploitation, automatisation, analyse et sécurité)

Connaissances

- Applications en production et techniques de surveillance et de métrique
- Procédures, normes et standards d'exploitation
- Techniques de surveillance de l'exploitation des systèmes et des réseaux
- Normes de sécurité
- Anglais

Savoir-faire

- Respecter les délais et procédures
- Anticiper
- Réaliser des interventions de premier niveau

Savoir-être (compétences comportementales)

- Sens de l'analyse
- Sens de l'initiative
- Capacité d'adaptation
- Sens de l'organisation
- Sens des responsabilités
- Réactivité

Environnement professionnel :

(description brève du service)

Liaisons hiérarchiques :

Liaisons fonctionnelles :

Perspectives d'évolution :

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions :

Responsabilité en termes de garantie d'exploitabilité, d'intégrité et de sécurité des systèmes
Possibilité d'astreintes ou d'horaires décalés adaptés aux nécessités du service

Profil du candidat recherché (le cas échéant)

Date de mise à jour de la fiche de poste : 2018



217317053440000160610

Lettre de mission

Charles-Etienne PELTIER

Charles-Etienne Peltier assure au sein du service informatique les missions suivantes :

↳ Technicien de maintenance

- Interventions sur les matériels et logiciels des utilisateurs pour remise en bon état de fonctionnement ou pour mise à jour,
- Interventions sur le matériel des salles de cours pour remise en bon état de fonctionnement ou pour mise à jour,
- Assistance aux utilisateurs.

Il assure également le parrainage du ou des nouveaux techniciens de maintenance.

↳ Pour permettre une évolution des fonctions de Monsieur Charles-Etienne Peltier, il assure également les missions suivantes :

- Afin de sécuriser notre réseau des attaques venant des réseaux extérieurs, Charles-Etienne Peltier assurera l'étude et la mise en place d'un nouveau système de pare-feu. Ce système inclura un anti-pourriel, un anti-virus ainsi qu'un outil de traçage permettant de mémoriser les accès réseaux afin de répondre à tout ou partie de nos obligations légales ;
- Afin de limiter les risques de propagation d'actions malveillantes venant de l'intérieur de notre réseau via des « chevaux de Troie » ou des virus apportés via une clé USB, Charles-Etienne Peltier assurera également l'étude et la mise en place de la segmentation de notre réseau.

Vous voudrez bien m'adresser un calendrier prévisionnel de la mise en œuvre de ces objectifs en accord avec votre chef de service.

Le ratio des temps de travail «mission maintenance»/«nouvelles missions» seront régulièrement actualisées par le chef du service informatique suivant les nécessités de service.



UP6

LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE

**ÉCOLE
D'ARCHITECTURE
DE
PARIS
LA VILLETTE**

144
Avenue
de Flandre
75019 Paris
Tél. : 01.44.65.23.00

VU le décret 81-39 du 6 avril 1981 érigeant l'Unité Pédagogique d'Architecture n° 6 (UP 6) de Paris en Etablissement Public à caractère administratif

VU la décision du Conseil d'Administration concernant la recherche dans l'Etablissement Public, en date du 11 octobre 1983

VU la notification de subvention de recherche du Ministère de l'Équipement / PUCA n° SU 04 000 154 (A 04-10) du 28 juillet 2004 attribuée au L.E.T.

ARRETE

Article 1 : Monsieur **PELTIER Charles** est recruté comme enquêteur pour assurer au maximum 16 heures pendant les mois de : du 5 septembre 2005 au 15 octobre 2005.. La rémunération sera mise en paiement après constat du service fait.

Article 2 : Il percevra une rémunération dont le taux horaire en application de la décision du Conseil d'Administration du 11 octobre 1983 correspondant à la catégorie Ca. Cette rémunération sera calculée au prorata du service fait.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur la rémunération attribuée au titulaire pour l'exécution de : la notification de subvention n° SU 04 000 154 (A 04-10) du 28 juillet 2004

Article 4 : le présent recrutement ne pourra en aucun cas être transformé en emploi ouvert au budget de l'Etat.

Article 5 : Monsieur **PELTIER Charles** est lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont Il est appelé à avoir connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 6 : le Tribunal Administratif sera compétent pour connaître de tous les litiges qui pourraient naître de l'exécution du présent contrat.

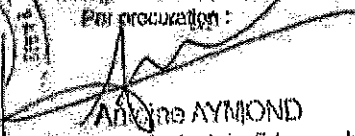
Fait à Paris, le 26 juillet 2005


Pour le Directeur et par délégation,
La Directrice Adjointe,


F. TOUCHANT

02 AOÛT 2005
Le Contrôleur Financier

Le Receveur Général des Finances
Trésorier-Payeur Général de
la Région Île-de-France
Par procuration :


Antoine AYMOND
Inspecteur principal du Trésor public
Établi en trois exemplaires


Contrôle Financier
Télécopie :
01.44.65.23.01
Établissement public
à caractère
administratif
créé par décret
n° 81-329
du 6 avril 1981

B-mail:
directeur@ecole-lavillette.archi.fr